

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, LORS DE LA SÉANCE D'OUVERTURE DE LA 11ÈME CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT DE FRANCE ET D'AFRIQUE AU BURUNDI, BUJUMBURA, MARDI 11 DÉCEMBRE 1984.

11 DECEMBER 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Président de la République du Burundi,

- Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,

- Madame et messieurs les chefs de délégation,

- Mesdames et messieurs

- La Conférence des Etats de France et d'Afrique nous rassemble aujourd'hui pour la onzième fois et je suis heureux de cette occasion nouvelle de me retrouver avec vous, qui avez, comme moi-même, la responsabilité de conduire les destinées de nos nations dans une période particulièrement difficile.

- Je tiens, dès l'abord, à remercier M. le président Bagaza pour la qualité de l'accueil et de l'hospitalité qu'il nous réserve ici, à Bujumbura, en même temps que le peuple de ce pays.

- Je souhaite que cette réunion nous permette, dans l'esprit d'amitié et de franchise qui a toujours animé nos travaux, de faire le point, d'échanger nos analyses et nos appréciations sur les problèmes internationaux de l'heure.

- C'est ce que vous venez de faire, à l'instant, monsieur le président. Cette conférence, instance informelle, est devenue, au fil des ans, vous l'avez rappelé, un lieu central de réflexions en commun sur votre continent gravement menacé, où des économies fragiles subissent les agressions et les désordres de l'économie mondiale, en plus de leurs difficultés propres.

- Lorsqu'en novembre 1973, s'est tenue à Paris, la première réunion de ce que devait devenir cette Conférence, six chefs d'Etat africains étaient présents et je veux rendre un hommage particulier à ce premier cercle de pays, liés à la France et entretenant avec elle des relations profondes, qui sont à l'origine de nos travaux. Ils en demeurent le coeur. Ils doivent le demeurer.

- J'aborderai brièvement le contexte international qui a été examiné très à fond par le président Bagaza. L'ensemble des problèmes se trouve rassemblé, dans mon esprit, et dans la politique de la France, en quelques termes simples. Non ingérence dans les affaires d'un pays et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et souveraineté et intégrité de chaque Etat et respect des droits de l'homme et coopération.

- Tout cela doit être éclairé par d'autres considérations. Pourquoi transporter sur ce continent africain les conséquences ou les préliminaires de la compétition Est-Ouest ? Ne vaut-il pas mieux s'en tenir à la définition des relations Nord-Sud, avec tout ce que cela comporte de solidarité, non forcément soumise aux alliances militaires, tandis que doit s'ébaucher et s'affirmer la politique continentale de l'Afrique ? Il y a quelques semaines, se tenait à Addis-Abeba le sommet de l'Organisation de l'unité africaine `OUA` et il y a quelques jours je participais moi-même à Dublin à la réunion au sommet du Conseil européen. Il est remarquable que les participants de l'un et l'autre aient consacré une part très importante de leurs travaux à l'examen de la situation en Afrique sub-saharienne pour en souligner les périls et les drames quotidiens.

- Au Nord, comme au Sud, des voix s'élèvent, appellent la communauté internationale à se mobiliser pour vaincre la misère, la malnutrition, la famine. Une première synthèse de ces réflexions, a eu lieu à Lomé, le 8 décembre, il y a tout juste 4 jours. 65 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique `pays ACP` et les dix pays membres de la Communauté européenne `CEE` ont signé la troisième convention qui définit pour cinq ans les voies de leur coopération. S'accroît, au demeurant, sans cesse, le nombre de ceux qui adhèrent à cette construction - et récemment le Mozambique - et je souhaite préciser, en cette occasion que l'aide au développement accompagnera nécessairement l'avènement de solutions politiques en Afrique australe.

- Je veux voir, dans cet événement de Lomé, dont je reparlerai, un symbole et un espoir. Symbole d'une coopération exemplaire entre l'Europe et l'Afrique. Espoir que les autres pays industrialisés prendront rapidement la mesure de leur responsabilité.

Les destins de nos pays sont liés et les égoïsmes, les nationalismes étroits, les richesses accaparées, ne

bâtissent jamais que des empires éphémères.

- Cette communauté de destin des pays du Nord et des pays du Sud, fonde notre intérêt mutuel, notre intérêt partagé. Elle nous montre la voie que nous devons suivre ensemble :

- - endiguer la montée des périls,

- - renforcer les moyens de la coopération,

- construire l'avenir par le développement.

- La montée des périls :

- Notre rencontre se déroule avec, en arrière-plan, un environnement économique mondial caractérisé par d'immenses difficultés et par l'incertitude des lendemains. Incertitude sur les perspectives économiques mondiales et crise, désordre, évolution des taux d'intérêt américains, qui pèsent sur la situation économique et financière de tous les pays en voie de développement et des autres.

- Vous en faites l'expérience : pour chaque dollar emprunté, vous devez en rembourser souvent deux, avec en plus un intérêt réel augmenté dans des proportions encore supérieures. Alors que vous avez besoin de ressources longues et à bon marché, les moyens de financement deviennent incertains, instables, onéreux, faute d'un système monétaire ordonné.

- Quelle que soit l'importance des flux privés pour son développement, l'Afrique ne pourra financer ses investissements de base que par l'aide publique. Or certaines sources deviennent moins abondantes, ou même se tarissent. Aussi les balances de paiement, vous l'avez dit et souligné, monsieur le président, se dégradent et chacun de ces pays s'endette. Et si l'endettement du continent africain n'est pas aussi spectaculaire que celui de l'Amérique latine, il n'en est pas moins aussi profond et aussi grave, peut-être même davantage.

- En Amérique latine, l'ampleur de l'endettement met en cause le fonctionnement même du système financier international et, de ce fait, mobilise l'attention des banquiers et des responsables politiques. Ici, en Afrique, le phénomène est en apparence plus contenu. Mais, s'appliquant à des situations plus fragiles, à des pays plus pauvres, le poids de cet endettement dépasse les bornes du tolérable et il absorbe plus du tiers des recettes tirées de l'exportation. Par le seul jeu des taux d'intérêts, qui échappe à tout contrôle, ce sont autant d'efforts anéantis, de programmes de développement interrompus, de plans inapplicables, de réajustements déchirants. Sans solution audacieuse à ce problème, l'Afrique, continent qui compte le plus grand nombre de pays les moins avancés économiquement, s'enfoncera davantage dans sa pauvreté et cela bien entendu nul ne peut ici l'accepter.

Mêmes incertitudes quant aux perspectives du commerce international. Certes, une certaine reprise est sensible, mais elle profite essentiellement aux exportations de ceux des pays en développement dont les courants d'échanges sont tournés vers les Etats-Unis d'Amérique, vers le Japon, vers quelques places privilégiées. Et en toute hypothèse le problème de l'Afrique est autre et son commerce dépend de sa possibilité de vendre ses matières premières à des cours suffisamment rémunérateurs. Or, dans ce domaine, nous ne pouvons que constater la désorganisation persistante des marchés, le niveau trop faible des cours internationaux souvent soumis à la spéculation et la diminution de la part du continent africain.

- Vous avez cité, monsieur le président, quelques chiffres. J'en ajouterai quelques-uns, bien peu pour ne pas en abuser. Ils mettront en lumière cependant dans leur nudité l'importance des épreuves qu'affronte l'Afrique sud-saharienne. Croissance du PIB 3,6 % par an dans la dernière décennie. Je répète intentionnellement ce chiffre déjà donné et qui s'est ralenti depuis, tandis que le taux de croissance démographique dépasse en moyenne 3 % par an. Donc, le revenu par tête pour 1984 sera inférieur vous l'avez dit de 4 % au niveau qu'il atteignait en 1970.

- Dans cette zone, la production vivrière a, en moyenne, régulièrement chuté de 1,4 % depuis 1970. On comprend alors pourquoi le taux d'autosuffisance est tombé de 98 % en 1960 à 85 % en 1980 et pourquoi chaque année les coûteuses importations de vivres ne suffisent plus à contenir la progression de la faim.

- Mais ces chiffres ne peuvent suffire à rendre compte de la détresse qui saisit tant de populations lorsque, après des mois de labeur, voilà que les calamités naturelles anéantissent ces efforts. Que de courage faut-il pour préserver, sauvegarder ce qui peut l'être lorsque la sécheresse sévit, lorsque les pâturages ou les terres agricoles sont inexorablement gagnées par le désert.

Comment ne pas voir ce que l'apocalypse d'intolérable de révoltant la faim qui détruit aujourd'hui

- Comment ne pas voir ce qui a d'anachronique, d'intolérable, de revoltant, la famine qui détruit aujourd'hui des populations entières en Ethiopie, au Tchad, au Mozambique, comme elle avait anéanti en partie celles du Karamoja d'Ouganda en 1982. Tous mes compatriotes ont vu les images insoutenables rapportées de ces zones par les équipes de nos chaînes de télévision. J'ai ressenti moi-même un sentiment d'indignation à l'idée que la vie de centaines de milliers d'hommes, et parmi lesquels tant d'enfants, était en danger alors que des surplus d'aliments, en quantités considérables, existaient dans d'autres parties du monde et en particulier en Europe.\

Renforcer la coopération : Nous ne pouvons tolérer ce génocide `famine` par indifférence ou bien n'y répondre que par la pitié. Le renoncement n'est pas une conduite et le sous-développement pas une fatalité. Comme si certains Etats, certains peuples, n'avaient pour destin que de soutenir, tout seuls, le fardeau de la pauvreté, tandis que d'autres pourraient tirer les bénéfices des efforts de tous.

- Mon pays, qui ne se sent ni le goût, ni le droit, vous vous en doutez bien, de donner à quiconque des leçons, a du moins, au nom d'une morale, d'une certaine conception de la politique mondiale, pris le parti de la solidarité. La France a tenu tous ses engagements. Elle consacrera en 1985 0,15 % de son produit national brut pour les pays les moins avancés (dont plus des deux tiers en Afrique). Nous nous acheminons vers l'objectif de 0,7 % conforme aux orientations de l'Organisation des Nations unies, pour l'ensemble de notre aide au tiers monde.

- Depuis 1981, l'augmentation des contributions de la France à l'aide publique au développement a été rapide. En trois ans, nous sommes passés de 0,3 % du PNB à près de 0,5 % aujourd'hui. Et le fonds d'aide et de coopération - instrument original, et je le crois, apprécié de notre coopération avec vous - s'est vu doter de moyens renforcés.

- Il s'agit d'une ambition d'autant plus difficile à maintenir que mon pays s'impose lui aussi un effort de rigueur, celui qu'exige la modernisation de notre propre économie. L'Afrique reçoit plus des deux tiers de l'ensemble des -concours publics de la France au développement. C'est notre devoir mais c'est aussi mon choix.\

Même détermination en ce qui concerne notre participation à l'effort multilatéral, et tout particulièrement celui qui relève de la Communauté européenne `CEE`. Vous connaissez la part de la France - plus du quart - dans les aides européennes pour le développement et vous savez mon attachement à la construction de l'Europe. C'est pourquoi je reviens à Lomé, pour souligner à nouveau le caractère exemplaire de cette coopération étroitement associée, depuis l'origine, à la mise en oeuvre du Traité de Rome.

- Qu'il me soit permis de rendre ici hommage à M. Edgard Pisani, qui a été, à Bruxelles, depuis 1981, à la base d'une coopération soutenue entre l'Europe et l'Afrique et de rendre du même coup hommage à toutes celles et à tous ceux qui, de la première convention de Yaoundé jusqu'à la troisième convention de Lomé, ont été les acteurs patients, mais déterminés, de cette coopération originale. Et je souhaite que dans la mise en oeuvre de Lomé III, tous les Etats signataires aient à coeur d'en défendre les acquis, et d'en tirer les potentialités. Le retour à Bruxelles de M. Claude Cheysson, nous donne l'assurance que celui qui fut l'artisan le plus déterminé, le plus audacieux de cette grande aventure, pourra continuer de concourir, au mieux, à son développement, à son heureuse évolution.

- Vous savez quelle part la France a pris dans la négociation entre les Dix pour le renouvellement du Fonds Européen de Développement. Vous savez quel acharnement a été le nôtre pour obtenir le maintien en termes réels des engagements souscrits, tout en ouvrant la porte à de nouveaux adhérents. Les résultats ont été, cette fois-ci, à la mesure des attentes et des efforts, même s'ils restent bien entendu en deçà des espérances.

- Avec 8 milliards et demi d'Ecus au total, soit près de 60 milliards de francs, pour cinq ans, de 1985 à 1990, - dont 7,4 milliards pour le Fonds Européen de Développement et 1,1 milliard pour les -concours de la Banque européenne d'Investissement - les engagements financiers inscrits dans Lomé III permettent de garantir la continuité, la force et le dynamisme de la coopération Europe-ACP, Afrique, Caraïbes, Pacifique. Il faut maintenant en utiliser les virtualités et c'est, je crois, le moyen, le seul moyen, de construire l'avenir.\

Construire l'avenir : Je voudrais vous soumettre ici trois réflexions que m'inspire l'expérience de notre coopération bilatérale et multilatérale et les perspectives, alarmantes, que je viens d'évoquer.

- Première réflexion : nous devons en commun ordonner nos priorités. De ce point de vue, il me paraît

essentiel que les nécessités du développement rural soient désormais prises en compte dans toute leur complexité. Dans un pays comme celui-ci, où existe une masse de paysans dont le travail est remarquable, on comprend aussitôt ce que je veux dire. Aider les communautés paysannes à se nourrir et à contribuer à la sécurité alimentaire de leur pays, telle est l'ambition de notre soutien à des stratégies alimentaires adaptées, dont l'élaboration, et le suivi, relèvent de la responsabilité souveraine de l'Etat bénéficiaire. Telle est aussi la nouvelle orientation donnée à l'aide alimentaire française. Indispensable pour faire face à la famine ou aux déficits alimentaires structurels, cette aide d'urgence n'est utile que si elle accompagne, au lieu de les contrarier, les efforts de chaque pays pour réaliser sa propre sécurité alimentaire.

- Partout, la formation sur le terrain et le transfert des technologies deviennent essentiels pour permettre aux Etats de disposer eux-mêmes, et durablement, des moyens de leur développement. La santé et l'éducation impliquent de la même façon des actions de longue haleine.

- Deuxième réflexion : l'efficacité de l'aide. On parle beaucoup, dans les enceintes internationales, de "conditionnalité" comme si c'était le remède aux erreurs ou aux omissions du développement. Je suis convaincu, pour ma part, que l'efficacité de nos actions doit en effet être partout recherchée, renforcée. Mais cela ne doit pas être le prétexte à l'ingérence ou à la discrimination. C'est votre responsabilité que de conduire des politiques économiques qui permettront de rétablir les équilibres et de bâtir le développement sur des bases saines.

- Les ajustements structurels sont indispensables. De nombreux pays s'y consacrent avec courage, ténacité. A ces efforts d'ajustement, doit répondre le soutien renforcé des pays industrialisés - par l'augmentation des aides publiques, et par la stabilisation du cours des matières premières, cela a été fait pour certaines, trop peu - afin de permettre une meilleure prévisibilité des recettes et un appui plus constant aux producteurs. Tel est bien l'enjeu d'aujourd'hui : accepter les impératifs de l'ajustement sans sacrifier les objectifs du développement.\

Troisième réflexion : il faut prendre des initiatives pour aller plus loin. Je veux ici confirmer le plein appui de la France à deux propositions importantes. La première vise à la création d'un Fonds spécial pour l'Afrique, vous en avez parlé, c'est un sujet dont nous nous sommes entretenus, et dont un rapport récent de la Banque mondiale montre l'urgente nécessité. La France est prête à participer à ce Fonds avec ceux des pays qui accepteront de la suivre dans cette voie. Elle a réservé un premier financement, pour 500 millions, déjà inscrits dans son budget. Je forme des vœux pour que cette proposition se concrétise, je veux dire la proposition d'ensemble, avec les autres pays aussi. Des indications me donnent à penser que l'idée fait son chemin. Je l'espère en tout cas.

- La seconde proposition vise la lutte contre la désertification et donc pour la reforestation. Aujourd'hui, cette déforestation, c'est la sécheresse demain, la famine après demain. Les expériences menées dans les pays comme l'Algérie ou le Niger, ce ne sont pas les seuls, montrent que nous pouvons espérer maîtriser ces techniques £ mais la volonté politique reste un élément déterminant dès lors que l'on veut lancer un vaste programme concerté. Voilà, messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement, madame et messieurs les chefs de délégation, mesdames et messieurs, les espoirs qui sont les miens £ saisissons toutes les occasions d'agir en commun, pour les hommes et pour la paix entre les peuples.\

Parmi les questions que je poserai avant de conclure, je me disais : pourquoi pas une Maison de l'Afrique, notamment à Paris ? Un lieu qui ne serait pas celui de nos rencontres officielles très nombreuses et que je souhaite plus nombreuses encore £ elles continueront dès vendredi prochain, quelques heures après mon retour, avec plusieurs des chefs d'Etat qui se trouvent ici et d'autres encore. Mais un lieu où se retrouveraient aisément tous ceux qui participent à notre tentative commune d'affirmer un certain type de civilisation £ non seulement les politiques, mais les autres, les hommes de culture, les hommes d'affaires, ceux qui s'expriment et qui échangent, la presse £ tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, peuvent contribuer à notre effort. Je suis prêt à faciliter au mieux cette création.\

J'en arrive à ma conclusion. Elle touche en termes brefs, après mon préambule, que vous avez peut-être retenu, des problèmes de politique et de sécurité, ceux de la paix et de la guerre. Je ne suis pas Africain, et ce n'est pas à moi de dire le droit sur votre continent, de prendre parti dans les querelles qui peuvent vous séparer ou d'imaginer les solutions toutes faites aux problèmes qui sont les vôtres. Mais c'est à moi de vous dire combien et pourquoi la France apporte et continuera d'apporter son soutien, y compris

son soutien militaire, lorsque le contrat l'exige, mais aussi en d'autres circonstances.

- La France a passé des accords de défense militaire avec certains pays d'Afrique. Ces accords sont et seront intégralement et immédiatement respectés. Aucune agression ne sera tolérée. Mais la France n'a pas d'accords avec tous. Il n'en existe pas, par exemple, là où nous sommes pourtant intervenus, au Tchad, à la demande pressante du gouvernement de ce pays, parce que nous restons fidèles à une conception globale de l'équilibre en Afrique. Et, particulièrement, laissez-moi le dire, en l'Afrique noire.

- Nous resterons aux côtés de ceux qui, sur le continent ou alentour, veulent demeurer politiquement et économiquement libres, ce qui revient souvent au même. Mais la première condition est qu'ils réalisent ou cherchent à réaliser leur propre unité, pour la défense de leur propre souveraineté et de leur propre indépendance.\

De cette importante tribune du sommet des pays d'Afrique et de France, je voudrais lancer un nouvel appel à toutes les nations industrialisées pour qu'elles prennent davantage leur part dans la lutte pour le développement et donc pour la paix. La France est, et se fera, l'inlassable avocat du monde en développement dans toutes les instances internationales comme je l'ai fait, c'est une citation rapide, mais incomplète, à Cancun, à Ottawa, à Versailles, à Williamsburg, à Londres, devant l'OCDE, devant l'ONU, devant le Congrès des Etats-Unis d'Amérique ou le Parlement britannique, à Rabat, Alger, Tunis, Le Caire, New Delhi, Mexico, Abidjan, Dakar, que sais-je encore... Cela pour le Sud, mais aussi dans l'intérêt du Nord. Car l'intérêt des pays du Nord est aussi que se rétablissent les termes de l'échange. Ces pays-là, ceux du Nord, ne domineront leur propre crise que s'ils savent comprendre, là où se trouvent les hommes, le travail, la production des hommes, leurs besoins de consommation, la richesse des diverses civilisations, et s'ils ont la volonté, partout, de traverser les périls.

- Oui, messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement, mesdames et messieurs, face aux défis de l'heure, il n'est de réponse que dans l'union, le travail, le refus des querelles fratricides. C'est à ce -prix que les Etats d'Afrique occuperont pleinement la place qui leur revient au sein de la communauté internationale. Ils peuvent compter pour y parvenir sur l'amitié et sur le -concours de la France.\